

La faute au gouvernement

Par Guilhem Serieys, conseiller régional Midi-Pyrénées, Parti de Gauche

Le 6 septembre, Manuel Valls s'enorgueillissait de ne pas « céder » aux opposants au barrage de Sivens. Il défendait le vieux monde : celui qui aménage sans regard sur les conséquences écologiques, qui défend les intérêts particuliers au détriment de l'intérêt général et qui passe en force pour contourner la conflictualité inhérente à la démocratie. Pourtant, ce barrage n'avait pas de légitimité démocratique. Après les réserves de l'enquête publique, le Comité National de Protection de la Nature avait rendu un avis défavorable. Plusieurs recours juridiques portant sur la protection des espèces protégées n'avaient pas encore été examinés.

Pendant l'avancée de la mission d'expertise du Ministère de l'écologie portant sur l'opportunité du barrage, les travaux de destruction de la zone humide ont redoublé de vitesse afin de les rendre irréversibles. Dès lors, la mobilisation pour un moratoire a pris des chemins divers : des « zadistes » montaient aux arbres ou s'enterraient pour freiner le chantier, des opposants ont démarré une grève de la faim, des rassemblements pacifiques se tenaient tous les dimanche. Au lieu du dialogue, les autorités ont attisé la violence pour tenter d'essouffler la mobilisation, renforcer les éléments les plus radicaux et dégouter les manifestants pacifistes largement majoritaires.

Le choix de l'affrontement est d'abord celui du gouvernement qui a mis des moyens de « maintien de l'ordre » démesurés. Ici, c'est l'absence de pouvoir de contrôle citoyen sur les choix des élus qui est en cause. Ce projet n'apparaissait dans aucun programme électoral. Au lieu d'un débat qui aurait pu se conclure par une votation citoyenne, le gouvernement a fait le choix de l'usage de la force.

Le décès de Remi Fraisse, tué par l'explosion d'une grenade offensive, n'est pas un accident. C'est l'échec glaçant de la tâche de maintien de l'ordre dont le Ministre de l'intérieur a la responsabilité. C'est l'échec absolu du mépris contre ceux qui mesurent bien mieux les enjeux actuels en refusant les grands projets inutiles et imposés. Alors que le rapport des experts du Ministère de l'écologie explique pourquoi ce projet était mauvais, toute tentative pour reprendre les travaux serait grossière, autant que la déclaration du président du CG du Tarn qui a déclaré « mourir pour des idées, c'est quand même relativement stupide ». En l'occurrence, Rémi n'est pas mort pour ses idées mais à cause d'un projet stupide soutenu par un gouvernement irresponsable.